

Article de fond

500 accords multilatéraux sur l'environnement : améliorer la coordination et la mise en œuvre 1

Politique

Recherche en agriculture : les pays en développement renvoyés à eux-mêmes 3

L'agriculture ne peut à elle seule soulager la pauvreté rurale 3

Nouvelles stratégies pour les pastoralistes de l'Afrique sub-saharienne (ASS) 4

Mise en œuvre

Un outil pour analyser les risques à l'échelle de la communauté 4

Projet de développement intégré au Pakistan, quel impact 17 ans plus tard ? 5

La bonne gouvernance forestière effectue ses premiers pas au Cameroun 5

Là où la terre est plus verte 6

L'importance cruciale de l'information 7

Plus de clarté pour les exportateurs de l'Afrique de l'Ouest 7

Des arbres et des forêts pour des paysages tropicaux multifonctionnels 8

Article de fond

tiques de haut niveau et jouissant d'une parfaite crédibilité, afin de renforcer la prise de conscience des enjeux environnementaux et de leur importance.

- Fonder les politiques environnementales sur des résultats de recherches scientifiques, et non pas sur des considérations d'ordre politique. Il faut à cet effet améliorer la communication entre les milieux scientifiques et politiques.
- Promouvoir une vision commune, une meilleure coordination et des flux de communication réguliers entre les différents AME, en tant qu'éléments décisifs pour une meilleure cohérence.
- Augmenter l'efficacité des institutions impliquées, intensifier les efforts de mise en œuvre au détriment des activités de négociation et renforcer le contrôle du respect des accords – autant de mesures susceptibles d'améliorer les effets pour l'environnement.
- Intégrer les intérêts environnementaux dans d'autres domaines politiques et initiatives internationales, par ex. dans les processus de la Commission sur le développement durable, dans le projet Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et surtout aussi dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Cela posé, il n'est pas aisé de réaliser ces propositions d'amélioration. Les difficultés se situent souvent dans des détails en apparence anodins. Ainsi, les AME relèvent souvent de systématiques différentes, allant d'approches linéaires de causes à effets à des approches systémiques. Ces différences conduisent à des séries d'indicateurs qui

ne sont pas faciles à coordonner, moins encore à agencer avec cohérence. Un exemple : alors que les OMD définissent des objectifs orientés résultats, l'Objectif biodiversité 2010 est de diminuer la pression sur la biodiversité.

Les auteurs de *Linking the Dots* identifient des stratégies et des mesures susceptibles de relier les différents objectifs du projet OMD et du programme biodiversité 2010, d'utiliser des synergies et de coordonner les indicateurs.

SOURCES

Global Environmental Governance: A Reform Agenda. Adil Najam, Mihaela Papa, Nadaa Taiyab. IISD. 2006. 124 p. www.iisd.org/publications/pub.aspx?pno=797

Linking the Dots: MDGs and the 2010 Global Biodiversity Challenge. Balakrishna Pisupati, Renata Rubian. Agorra Foundation. 2006. 44 p. www.agorrafoundation.org/res/CBD_MDG_FINAL.pdf

Guidance for Promoting Synergy among Activities Addressing Biological Diversity, Desertification, Land Degradation and Climate Change. Ad hoc Technical Expert Group on Biodiversity and Adaptation to Climate Change. CBD Technical Series No. 25. 43 p. www.biodiv.org/doc/publications/cbd-ts-25.pdf

Avancer sur la voie de l'environnement durable. Leçons et recommandations issues de la mise en œuvre des OMD dans plus de 150 pays. UNDP Environment and Energy Group. 206. 109 pp. www.undp.org/fssd/docs/mdg7french.pdf

Recherche en agriculture : les pays en développement renvoyés à eux-mêmes

Selon les auteurs d'une étude de l'*International Food Policy Research Institute*, les pays en développement devront à l'avenir procéder eux-mêmes à la recherche-développement dans le domaine des technologies agricoles. Pendant le 20^e siècle, la recherche agricole était focalisée sur l'augmentation de la productivité. Même si cette recherche était en majeure partie financée par quelques pays riches, les pays pauvres pouvaient souvent en profiter. Mais aujourd'hui, le comportement des consommateurs dans les pays riches a fortement changé, entraînant une réorientation correspondante de la recherche agraire. Celle-ci porte désormais moins sur l'amélioration de la productivité pour se concentrer sur la valorisation de certaines propriétés des denrées alimentaires et sur des systèmes globaux de production (par ex. l'agriculture biologique).

L'étude présente l'état actuel des systèmes de recherche agraire de sept pays en développement. Elle aborde également le rôle des centres de recherche du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale. En

combinant la lecture de cette étude avec celle du rapport *Paying for Agricultural Productivity* (1999), qui décrit l'évolution des institutions et des investissements de recherche dans les pays développés, on aura une bonne vue d'ensemble de la recherche agraire dans le monde d'aujourd'hui.

SOURCES

Agriculture R&D in the Developing World: Too Little, Too Late? Philip G. Pardey, Julian M. Alston, and Roley R. Piggott (Eds.). *International Food Policy Research Institute*, 2006. 398 p. www.ifpri.org/pubs/books/oc51/oc51.pdf

Paying for Agricultural Productivity. Julian M. Alston, Philip G. Pardey, and Vincent H. Smith (Eds.). *International Food Policy Research Institute*, 1999. 336 p. www.ifpri.org/pubs/jhu/agriprod.htm

L'agriculture ne peut à elle seule soulager la pauvreté rurale

Selon une extrapolation, 60% environ de la population pauvre vivra en zone rurale en 2025. Dans la présente étude, cette population est classée en trois grandes catégories :

- les petits producteurs qui produisent pour le marché global,
- les producteurs marginalisés qui vendent leurs produits sur les marchés locaux et
- les travailleurs et les migrants.

Comment ces groupes peuvent-ils profiter de la dynamique économique mondiale ? Quelles mesures d'accompagnement sont nécessaires pour que la globalisation contribue à réduire la pauvreté dans l'espace rural ?

Les auteurs relèvent deux développements qui remettent partiellement en question les approches actuelles. Au Vietnam et en Egypte, la tendance est au regroupement d'exploitations agricoles dans le but de créer de meilleures conditions pour une production répondant aux impératifs du marché. Ici donc, contrairement à de nombreux efforts de réforme agraire, le but n'est plus de

procurer à tous les paysans l'accès à leurs propres terres. La deuxième tendance est de délester le secteur agricole, soit en soutenant des investissements dans des branches économiques non agricoles, soit en encourageant la migration de populations vivant dans des régions marginales non productives. La migration est ainsi reconnue comme un facteur de développement, mais en même temps, les régions marginales sont sacrifiées à la dynamique économique.

Cet article formule des questions pertinentes, provocantes aussi, mais ne peut, dans sa forme réduite, donner de réponses concluantes.

SOURCE

How can the rural poor participate in global economic processes? John Farrington and Jonathan Mitchell. *Natural Resource Perspective* 103. ODI. November 2006. 6 p. www.odi.org.uk/nrp/nrp103.pdf

Nouvelles stratégies pour les pastoralistes de l'Afrique sub-saharienne (ASS)

Les pastoralistes sont d'importants acteurs dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement en ASS. Ils contribuent pour une large part à la production locale de viande. Selon un document de la FAO, l'économie pastorale serait la clé de la production agricole dans les régions sèches qui représentent presque la moitié du territoire de l'ASS. En outre, la population pastorale est en forte croissance dans cette région, ce qui pourrait induire une augmentation de la pauvreté.

Les responsables politiques sont appelés à améliorer les conditions cadre pour l'économie pastorale et à concevoir des scénarios pour les pastoralistes en dehors de la détention de bétail. Concrètement, il s'agit de réduire les risques, de diversifier les sources de revenu et de créer des moyens d'existence alternatifs. Parmi les risques fréquents, mentionnons les périodes de sécheresse, les épizooties, l'accès insuffisant aux marchés et les conflits

violents. Selon le rapport, ces risques pourraient être réduits par des systèmes de détection précoce des sécheresses, la coopération entre services de santé animale et humaine, l'élimination de taxes routières illégales et le partage des responsabilités en matière de gestion des ressources. Ces mesures permettraient aux pastoralistes non seulement d'assurer leur subsistance, mais encore d'apporter une contribution précieuse à l'économie nationale.

SOURCE

Policies and Strategies to Address the Vulnerability of Pastoralists in Sub-Saharan Africa. Nikola Rass. PPLPI Working Paper No. 37, FAO. 2006. 93 p.
www.fao.org/AG/AGAInfo/projects/en/pplpi/docarc/wp37.pdf

Mise en œuvre

Un outil pour analyser les risques à l'échelle de la communauté

Un nouvel outil d'adaptation a été présenté lors d'un *side event* dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Nairobi en novembre 2006. CRISTAL (*Community-based Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods*) sert à promouvoir l'intégration systématique des aspects « réduction des risques » et « adaptation au changement climatique » dans les projets de développement menés à l'échelle des communautés. Cet outil permet aux planificateurs et gestionnaires d'évaluer le « potentiel d'adaptation » de leurs projets, dans le but d'optimiser les opportunités d'adaptation et d'en minimiser les risques. Jusqu'à maintenant, il n'existait guère d'outils de ce type au niveau de programmes ou de projets sur le terrain.

CRISTAL s'inspire de l'approche des moyens d'existence durables et a été testé sur le terrain dans différents projets de conservation et de développement rural en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les résultats visés, et

obtenus jusqu'ici, se traduisent par l'amélioration de la capacité des populations locales à s'adapter au changement climatique. Grâce à une meilleure compréhension des risques climatiques régionaux et des stratégies locales de dépassement, des activités de projet ont pu être adaptées conformément. L'outil se compose de deux modules successifs :

- le climat et les conditions d'existence, avec la récolte d'informations pertinentes auprès de la population locale, et
- l'évaluation et l'adaptation de projets, en collaboration avec les responsables de projet. L'outil est mis à disposition gratuitement.

SOURCE

CRISTAL website:
www.iisd.org/security/es/resilience/climate_phase_2.asp

Projet de développement intégré au Pakistan, quel impact 17 ans plus tard ?

D'après l'étude d'impact du Kalam Integrated Development Project (KIDP), réalisée en 2005, la population d'Upper Swat est mieux lotie aujourd'hui que celle de régions montagneuses comparables dans la province Frontière Nord-Ouest du Pakistan. Le KIDP a été mené de 1981 à 1998. Il s'agissait d'un projet de développement à plusieurs facettes, d'abord focalisé sur la foresterie, puis incluant l'agriculture, l'accès au marché et des aspects sociaux.

La diversification agricole fondée sur la création de filières de marché s'est avérée la composante la plus réussie du projet. Un autre progrès important a été le changement de mentalité de la population d'Upper Swat à l'égard de leurs propres compétences et ressources. Cependant, lors des entretiens de 2005, la population

s'est plainte d'être livrée à elle-même avec ses problèmes et aspirations. A son avis, l'équipe de projet s'est retirée trop tôt, laissant de nombreuses activités inachevées. Pour les professionnels du développement, ce point de vue a été sujet à controverse.

SOURCE

Tracing impacts of the Kalam Integrated Development Project: Through memories & perceptions of local people, former project staff & other stakeholders. SDC, Intercooperation. 2006. 37 p.
<http://doc.intercooperation.net/doc/tracing-impacts-of-the-kalam-i-2005/?searchterm=None>

La bonne gouvernance forestière effectue ses premiers pas au Cameroun

Comment les acteurs non étatiques peuvent-ils se sentir concernés, s'engager et participer dans le processus politique de valorisation d'une bonne gouvernance forestière auprès des usagers ? Au Cameroun, la *Forest Governance Facility (FGF)* est l'instance qui appuie le *Forest and Environment Sector Programme (FESP)* dans cette tâche, dans le cadre d'un premier programme de 2 ans. L'objectif est de garantir la transparence durant la mise en œuvre du FESP, tout en assurant l'accès des populations locales aux bénéfices et revenus engendrés par l'aménagement des ressources naturelles au Cameroun. Après l'instauration d'une base commune de langage et de compréhension, l'utilisation de « l'arène publique », notamment la presse, s'avère nécessaire pour toucher les acteurs. La formation, la dissémination de résultats, ainsi que la diversification des ressources constituent les autres pas indispensables. Toutefois, le problème majeur

auquel remédier réside dans le manque de dialogue entre les niveaux macro et meso/micro, théorie et réalité/pratique.

Parrainé par le *Department for International Development (DFID)* et l'organisation internationale de développement SNV, le déroulement de ce processus pourrait inspirer d'autres agences de coopération intéressées à accompagner de telles démarches.

SOURCE

Giving birth to good forestry governance. Verina Ingram, Pieter de Baan. 2006. 10 p. Cet article peut être obtenu directement auprès de InfoResources.

Là où la terre est plus verte

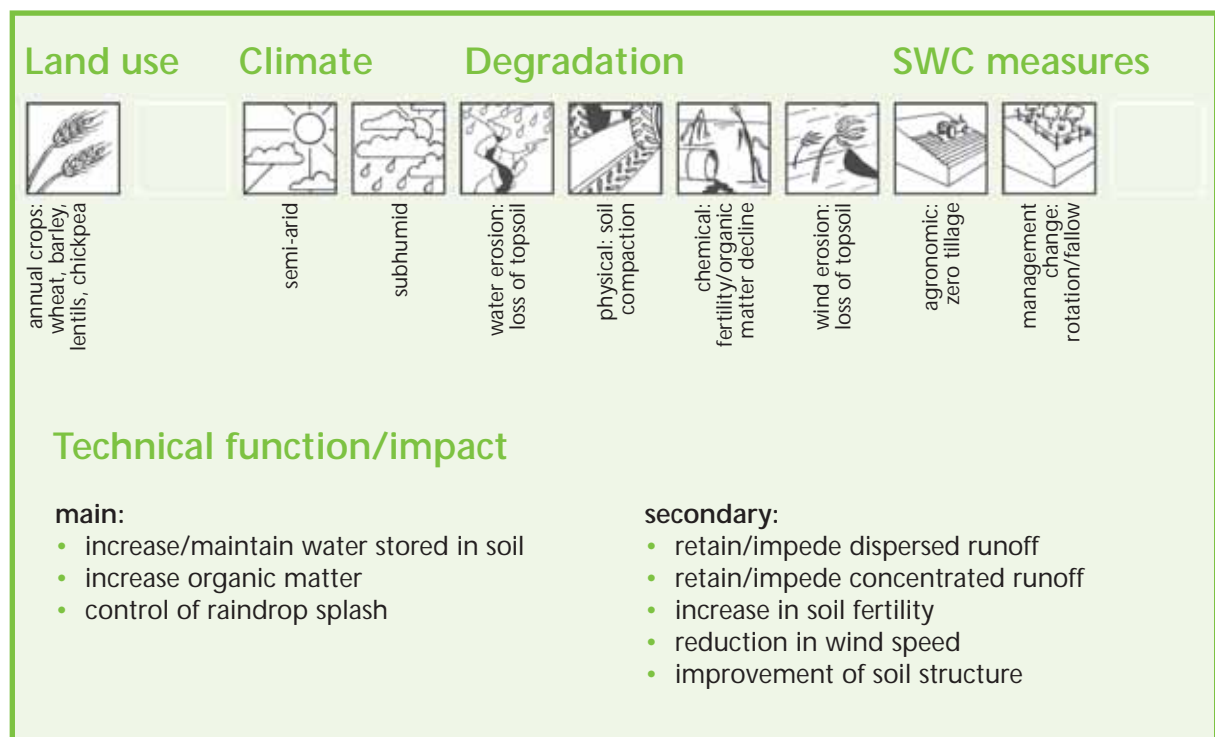
Depuis de nombreuses années, le réseau global WOCAT documente le savoir des paysans locaux sur la conservation de l'eau et du sol et met à disposition les résultats en ligne sous une forme standardisée, surtout via ses banques de données. Sa nouvelle publication *Where the land is greener* puise dans ce savoir et présente une sélection de technologies et d'approches pour une exploitation durable des ressources en eau et sol à l'aide de 42 études de cas dans le monde entier.

Ce livre est innovateur. Outre qu'il documente et évalue systématiquement les technologies et méthodes susmentionnées, il en analyse pour la première fois les résultats

dans une perspective globale, en expose les facteurs de succès et les points critiques. Cette observation de savoirs locaux dans un contexte global débouche sur la formulation de réflexions stratégiques à l'attention des décideurs dans les enceintes politiques et les agences de coopération au développement.

SOURCE

Where the land is greener: Case studies and analysis of soil and water conservation initiatives worldwide. WOCAT 2007. Co-published by CTA, UNEP, FAO and CDE. 364 p.



Extraits de la documentation standardisée, avec de nombreuses illustrations et schémas, sur des technologies de conservation et leurs effets écologiques, économiques et sociaux. Cet exemple montre la technologie non-labour. (WOCAT 2007)

L'importance cruciale de l'information

Grâce aux informations actuelles concernant le marché, cinq organisations de paysans en Tanzanie ont pu vendre leur maïs pour 143 US\$ au lieu de 65 US\$ la tonne. L'utilisation de téléphones mobiles et d'« espions du marché » leur a permis de suivre de près l'évolution des prix et de la demande sur des marchés plus éloignés et de négocier des prix de vente corrects en connaissance de cause.

Le projet *First Mile* du Fonds international pour le développement agricole a pour but d'améliorer l'accès des petits paysans tanzaniens au marché et aux informations concernant le marché. D'une part en encourageant l'emploi de nouvelles technologies de la communication, comme le téléphone mobile et l'Internet, d'autre part en stimulant les contacts entre les petits paysans et d'autres acteurs importants dans les filières du marché et par la promotion d'échanges d'expériences des paysans entre eux. Pour un accès réussi au marché, les

informations sont aussi importantes que des relations transparentes et empreintes de confiance envers les commerçants et les transformateurs.

Les expériences faites jusqu'à maintenant sont très positives : certains paysans ont pu augmenter nettement leur revenu. A l'avenir, ils devraient être soutenus non plus par le projet, mais par des entreprises commerciales de services qu'ils financeraient eux-mêmes.

SOURCES

The First Mile Project. Factsheet 2. IFAD. 2006. 12 p.

www.ifad.org/rural/firstmile/FM_2.pdf

Site web du First Mile Project:

www.ifad.org/rural/firstmile/index.htm

Courte vidéo sur l'espion du marché Stanley Mchome :

www.ruralpovertyportal.org/english/regions/africa/tza/voices/ispys.htm



L'« espion » Stanley Mchome envoie des messages contenant des informations capitales sur le marché, qui aideront les paysans à décider où et à qui vendre leurs produits.

(Photo : IFAD/M. Millinga)

Plus de clarté pour les exportateurs de l'Afrique de l'Ouest

Ce guide fournit aux producteurs et aux exportateurs de l'Afrique de l'Ouest des informations sur les réglementations des principaux pays importateurs (Etats-Unis, Union européenne et Japon), les principaux programmes de certification volontaire, ainsi que des sources potentielles d'informations relatives à ces programmes (adresses de contact dans les différents pays et sites Internet). Des illustrations simples aident à « digérer » cette matière complexe.

Dans la première partie, les auteurs décrivent les principales réglementations en vigueur pour l'importation. On y traite de qualité et de labelling, de sécurité des denrées alimentaires et de dispositions environnementales, de formalités douanières et de promotion des exportations. La deuxième partie propose des réponses à des questions souvent posées sur les systèmes privés de certification

volontaire. Six de ces systèmes de certification sont brièvement présentés, concernant notamment l'agriculture biologique, les produits du commerce équitable, ainsi que les exigences de qualité d'EUREPGAP.

Cet ouvrage de vulgarisation sur une thématique très complexe est une excellente entrée en matière pour les profanes qui s'intéressent à l'exportation de produits agricoles d'Afrique de l'Ouest.

SOURCE

Réglementations, normes & certification pour l'exportation de produits agricoles. Guide pratique pour les producteurs et exportateurs de l'Afrique de l'Ouest. Aicha L. Coulibaly et Pascal Liu. FAO. 2006. 51 p. ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/A0587f/A0587f00.pdf

Des arbres et des forêts pour des paysages tropicaux multifonctionnels

La planète est confrontée au défi d'équilibrer les besoins en nourriture et en ressources naturelles avec la préservation de l'environnement. Dans le contexte tropical, les forêts continuent d'être morcelées par de nouvelles surfaces agricoles ou pastorales sans que les conditions de vie rurales ne s'améliorent de manière équitable. Combinant les expériences du *Center for International Forestry Research (CIFOR)* et du *World Agroforestry Centre (ICRAF)* en recherche (agro-)forestière, une nouvelle plateforme sur la biodiversité favorise des approches multidisciplinaires de recherche pour faciliter la définition de compromis acceptables entre les besoins des populations locales et ceux de la conservation. Arbres et forêts ont la faculté de remplir des fonctions de production comme de conservation, en particulier en servant de corridors biologiques ou de refuges aux espèces sauvages. L'idée est de faire

reconnaître et négocier les services de conservation de la nature que peuvent rendre les populations rurales dans des paysages « mosaïques » toujours plus nombreux. La plateforme favorisera des processus de planification du territoire avec la participation des populations locales, des acteurs des divers niveaux de gouvernance et du secteur privé. La Direction du Développement et de la Coopération (DDC) est entrée en matière sur un premier projet de la plateforme qui se déroulera dans plus de 6 pays tropicaux.

SOURCE

www.cifor.cgiar.org/Research/ENV/Themes/Bio/biodiversity_platform.htm



En Indonésie, la production de caoutchouc dans certaines agroforêts riches en biodiversité représente un exemple de combinaison entre production et conservation. Mais sans plus de soutien, ces surfaces pourraient être rapidement transformées en monocultures plus lucratives, notamment de palmiers à huile. (Photo J.-L. Pfund, 2006).

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.


InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest/ Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar.

Equipe de rédaction :

Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact: InfoResources, Länggasse 85, CH-3052 Zollikofen
Tel. : +41 31 910 21 91, Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch, www.inforesources.ch

Ce service est financé par:

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit DEZA
Direction du développement et de la coopération DDC
Direzione dello sviluppo e della cooperazione DSC
Direcziun da svilup e da cooperaziun DSC